

ENSEMBLE

LA LETTRE D'INFORMATION

Bimensuelle / mi Avril 2011 - N° 12



Edito **par Armand CREUS,** **RETOUR SUR LA SESSION DES 7&8 AVRIL**

Les 7/8 avril nous avons tenu le premier conseil régional après les Cantonales dont les résultats sont un bon baromètre de l'air du temps : celui d'un profond « malaise dans la civilisation » d'un capitalisme libéral à bout de souffle.

Le fond de l'air, est chargé d'une forte colère sociale sur fond d'un mal vivre aggravé pour les classes populaires mais aussi de fortes angoisses. En témoignent la catastrophe écologique sociale et humaine du Japon et les espoirs des révolutions arabes menacées par ce qu'il faut bien appeler une guerre qui se prétend « éthique ». Le FN et une droite extrême au sein même du gouvernement Sarkozy surfent sur ces peurs et ces angoisses pour détourner la colère sociale contre les éternels « boucs émissaires » des temps de crise : les étrangers « indésirables » sur fond d'islamophobie.

La gauche, dans toutes ses composantes retrouve des couleurs, avec une progression du Front de Gauche porteuse d'espoir mais le taux inégalé des abstentions indique l'ampleur de la tâche pour réhabiliter la crédibilité d'une gauche digne de ce nom.

A l'échelle de la Région, notre groupe y a contribué au sein de la majorité et avec elle en adoptant des mesures :

- améliorant la situation des jeunes Rhône-alpins en matière de « service civique » ; de lutte contre le « décrochage » scolaire et professionnel ; contre la fracture numérique et surtout en matière de service public régional de la formation professionnelle et continue. Notre soutien aux salariés de l'afpa en grève le 7/04 démontre notre volonté de l'inscrire dans une dynamique de service public national de la formation.

- nous inscrivant dans une écologie anticapitaliste en soutenant le projet équatorien YASUNI et en adoptant un Vœu de la Région pour un audit des centrales nucléaires de Rhône-Alpes (1ère Région nucléaire) porté par tous les groupes de la majorité quel que soit le débat en leur sein sur la sortie du nucléaire.

Nous avons également été partie prenante aux côtés des autres groupes de gauche de la majorité régionale de la dénonciation d'un élu du FN-Alexandre Gabriac- pris la main dans le sac d'apologie du nazisme (sa photo devant un drapeau nazi) et qui assume sans sourciller. De même notre groupe en lien avec le collectif RESF jeunes majeurs du Rhône a demandé en séance et obtenu une intervention de soutien de JJ Queyrane à Slahedine jeune tunisien sans papiers du LP du Bâtiment à Bron mis au Centre de Rétention de Satolas en attente d'expulsion. Slahedine a été libéré jusqu'au 15 juillet pour pouvoir passer son CAP. Notre groupe va déposer un projet de délibération pour que la Région se déclare solidaire de tous les lycéens et apprentis « sans papiers » et lutte pour leur régularisation.



Sommaire :

-Edito.....	p.1
-Formation continue.....	p.2
-Culture.....	p.3
-Agri/Energie.....	p.4
-Société.....	p.5
-Initiative.....	p.6

Contact :

Groupe Front de Gauche,
Ensemble, Communistes, Parti de
Gauche, Gauche Unitaire et
Partenaires

Région Rhône-Alpes

78 route de Paris BP 19, 69751

Charbonnières les Bains

Tel : 04 72 59 40 79

Fax : 04 72 59 44 67

Site Internet:

www.frontdegauche-rhonealpes.fr

E-mail : vguillot@rhonealpes.fr

**VISITEZ NOTRE
NOUVEAU
SITE
INTERNET***



www.frontdegauche-rhonealpes.fr

*peut rencontrer des difficultés
momentanées sur Internet Explorer 7,
privilégiez un autre navigateur

SERVICE PUBLIC REGIONAL DE LA FORMATION

PAR ARMAND CREUS,



Oui la Formation Publique et Continue des demandeurs d'emplois est une des compétences majeures de la Région qui y consacre 382 millions d'euros par an soit 16 % du budget.

La Région Rhône-Alpes s'est ainsi positionnée pour un véritable Service Public Régional De la Formation ancré sur les valeurs du Service Public « égalité d'accès, stabilité et permanence, adaptabilité aux personnes et aux situations » permettant de « garantir la gratuité, la laïcité et la possibilité pour tout usager d'un recours en cas de difficulté » et articulé sur 3 niveaux :

1/- l'accueil information sur les Territoires objet de la précédente délibération sur le Service Public Régional de la Formation Professionnelle.

2/- Une offre de formation professionnelle continue claire pour les demandeurs d'emploi et les salariés fragilisés souhaitant s'engager dans un parcours de qualification et de certification objet des délibérations en débat ce jour.

3/- un accompagnement individualisé des parcours débouchant sur un emploi stable (délibération à venir, la délibération VAE de ce jour en étant une première déclinaison).

Nous prenons donc pleinement nos responsabilités à notre niveau régional puisque chaque année nous offrons des stages de formation auprès de 34.000 demandeurs

d'emploi (ils sont 150.000 en Rhône-Alpes) et de 10.000 salariés fragilisés (ils sont des dizaines de milliers en Rhône-Alpes victimes de la crise du capitalisme libéral/autoritaire qui malmène les droits à l'existence du plus grand nombre au profit d'un infime oligarchie « Bettancouresque »).

Nous concentrons nos interventions pour l'obtention d'un 1er niveau de certification (V et IV) et, le cas échéant, pour couvrir les niveaux supérieurs (jusqu'à III à I) dans 22 domaines de métiers (est-ce suffisant ?) et 14 familles de dispositifs de financement (c'est trop !).

Oui nous avons raison de chercher à simplifier ces dispositifs et à améliorer leur accessibilité à travers cette délibération qui vise à une réorganisation de l'offre de formation de la Région.

Cependant nous ne devons pas sous-estimer l'ampleur et les difficultés de la tâche à partir d'un questionnaire basique :

-« combien sur les 34 000 et 10 000 usagers potentiels de ce SPRF sont devenus des usagers réels ; combien sont allés jusqu'au bout de leur formation et combien ont débouché sur un emploi stable et correctement rémunéré ? Notamment en ce qui concerne les apprentis vu l'importance de l'apprentissage dans notre Service Public Régional de la Formation qui est pour nous une voie d'accès importante mais pas une voie royale.

C'est pourquoi nous avons déposé un amendement visant à la création d'un Comité régional des usagers de la formation.

Améliorer sans cesse ces résultats, telle doit être notre obstination.

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)



RACROCHAGE SCOLAIRE

PAR GILLES RAVACHE

Le groupe Front de gauche approuve la mise en place du Plan Régional en faveur des jeunes pour le rattachement en formation et pour l'emploi.

Cette délibération, comme les trois précédentes que nous venons d'adopter, participe à la construction du Service Public Régional de la Formation pour lequel notre collègue Jean-Michel BOCHATON s'est battu avec opiniâtreté durant le précédent mandat.

Dans la logique de formation tout au long de la vie, il est plus que logique de s'associer de s'assurer de l'aboutissement formation sous la forme d'une reconnaissance à un diplôme ou une qualification professionnelle reconnue.

Comme l'a rappelé Philippe Meirieu, ce phénomène frappe des dizaines de milliers de jeunes de Rhône-Alpes. Il est essentiel de sortir des idées sommaires qui accablent ces jeunes de la responsabilité de leur échec, alors qu'ils sont d'abord victimes des lacunes du système de formation.

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)



LE NUMERIQUE : NOUVELLE DONNE, NOUVELLE POLITIQUE CULTURELLE

PAR DANIELLE LEBAIL,

Avant d'en venir au cœur de cette délibération, permettez moi de faire des remarques d'ordre général certes mais qui bien sûr ne sont pas sans lien avec ce rapport et ce que nous vivons en ce moment dans ce monde et dans cette assemblée. Sur le contexte national. Contrairement à une idée répandue, le pouvoir actuel à un projet culturel. Il commence par une offensive contre le service public de la culture et les politiques mises en place depuis la libération et le CNR, institutionnalisées et généralisées par la création du ministère dès 1959 et accompagnées depuis par les collectivités territoriales. Cette politique, c'est, concrètement, toujours plus de difficultés pour les professionnels des arts, du spectacle et de l'audiovisuel pour se maintenir dans l'emploi. Je ne développe pas des conséquences dévastatrices de la RGPP et de la réforme territoriale.

Et je finirais par l'honteuse tentative d'instrumentalisation de l'art et la culture a des fins de paix sociale en trouvant autour d'une culture pour chacun devenue culture partagée qui n'aboutit en fait qu'à enfermer des groupes sociaux entiers dans leurs cultures supposées.

Résumons : amoindrir la puissance publique au profit des intérêts mercantiles, cassé les solidarités

au profit d'une segmentation et d'une division du peuple.

Pour notre part, nous pensons qu'il faut au contraire placer l'art, la culture, l'information au cœur du projet politique. La Culture n'est pas une thématique comme les autres, elle donne le sens général de l'action publique et elle mobilise des acteurs qui occupent une place éminente dans le tissu éducatif, social, économique et médiatique. L'art en contribuant à renouveler notre regard sur les choses et sur le monde, en faisant que nous acceptons d'être déranger, nous aide à accueillir les différences, la diversité, l'étonnement, l'interrogation. En cela il contribue à lutter contre les postures conservatrices, de repli et de crainte de l'autre. Et par les temps qui courent, il y a de quoi faire. Plus précisément, nous sommes ravis que la Région s'engage sur le Numérique.

Depuis une trentaine d'années, parallèlement à notre déclin, nous vivons un changement d'époque. Ce n'est pas une coïncidence. Nos difficultés à donner à voir le monde dans lequel nous sommes sont au cœur de celles que nous éprouvons à formuler des propositions crédibles et populaires pour en révolutionner le cours. Comprendre la réalité reste une condition première de sa transformation : il nous faut donc avant tout renouer le lien entre l'intelligence du changement de société que l'on vit, et la lutte pour le changement de société que l'on veut.

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)



RHONE-ALPES CINEMA *par François AUGUSTE,*

Cette intervention a été faite avant la décision du groupe Europe Ecologie les Verts de retirer son amendement. Je maintiens néanmoins mon intervention car elle porte sur le fond et je conclurais en tenant compte de cette décision.

En 1991, le conseil régional décidait de créer Rhône-Alpes cinéma et de co-produire des films. C'était une décision audacieuse, qu'on aurait pu alors critiquer car elle pouvait être perçue comme un début de régionalisation d'une politique nationale du cinéma. Il n'en n'a rien été. Le conseil d'Etat a accordé une dérogation, et RAC est resté le seul cas

français de co-production à une échelle régionale. Quel bilan peut-on faire , 20 ans après ? Ce bilan est totalement positif.

C'est une exception régionale qui a contribué à l'exception culturelle française. Le problème que nous débattons ici n'est pas qu'un problème juridique, c'est un problème avant tout politique car les détracteurs de Rhône Alpes Cinéma parlent des lobbys culturels qui l'influenceraient. C'est faux, archi-faux. Excusez du peu :

200 films coproduits dans une grande diversité, réalisés par 172 réalisateurs différents (tous les grands sont venus et tous ceux de la nouvelle génération française) et par 140 producteurs différents, sans parler de la présence internationale de ces films.

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)

ENERGIE

SOUTIEN AU PROJET YASUNI ITT ET AUX PEUPLES AUTOCHTONES EN EQUATEUR

PAR CORINNE MOREL-DARLEUX,



Nous avons, depuis le début de cette nouvelle mandature et, me semble-t-il, depuis la mandature précédente, fait part d'une volonté forte pour cette Région Rhône-Alpes d'en faire une éco-région. Nous avons pris ensemble, déjà, un certain nombre d'engagements sur le climat, sur l'énergie, sur l'environnement, sur les solidarités internationales, sur les objectifs du Millénaire pour le Développement.

Aujourd'hui, nous sommes en passe de prendre un engagement concret, peu coûteux mais dont les enjeux dépassent de loin le seul cadre d'une coopération entre deux pays.

Le groupe Front de Gauche se réjouit de participer à la concrétisation notre engagement dans une expérience de transformation sociale et écologique innovante.

Cette initiative a été portée, à l'origine, par l'Équateur. Elle s'appelle Yasuni-ITT, du nom du parc dans laquelle elle prend place.

Ce parc est une réserve naturelle d'une biodiversité absolument unique sur la planète. Il abrite

également un certain nombre de communautés indigènes dont certaines vivent en isolement volontaire. Mais c'est aussi un parc, comme les territoires qui le borde, qui recèle d'importantes réserves de pétrole.

Aujourd'hui, le gouvernement équatorien et la communauté internationale font le pari de prendre en compte cette biodiversité et ce parc Yasuni-ITT, au nom de l'intérêt général, comme un bien commun de l'humanité.

À ce titre, le gouvernement équatorien qui, pourtant, dépend en grande partie de l'exploitation du pétrole pour ses propres ressources et ses propres recettes décide d'en faire l'affaire de tous et décide de renoncer à exploiter ce gisement. N'oublions pas que ce faisant, l'ambassadeur Equatorien l'a d'ailleurs rappelé lors de sa venue au Conseil Régional le 10 Mars dernier, l'Equateur est le pays faisant de loin le plus important effort financier dans ce projet. Nous sommes donc loin d'une simple levée de fond de l'Equateur pour se développer. L'effort est collectif, l'engagement est commun et partagé.

Plus précisément, il demande l'aide de la communauté internationale, en abondant à la hauteur de la moitié des profits qui auraient été réalisés en procédant à l'extraction de ces réserves de pétrole. Cette initiative permettrait d'éviter l'émission de 410 millions de tonnes de CO2.

Voilà qui doit faire réfléchir par rapport aux nombreuses initiatives déjà prises par la Région.

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)

AGRICULTURE

POLITIQUE REGIONALE EN FAVEUR DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES DE LA REGION RHONE-ALPES

PAR CORINNE MOREL-DARLEUX,

Le Front de Gauche, qui défend l'idée de critérisation sociale et écologique pour les aides de la région, ne peut qu'être satisfait de voir figurer ici l'éco conditionnalité, avec des critères d'exclusion d'OGM ou encore d'autonomie en eau et énergie, ou de valorisation des productions bios et locales.

Mais au-delà de ces engagements environnementaux, nous nous félicitons particulièrement de voir dans cette délibération également des critères sociaux et économiques très positifs : en matière de création d'emplois bien sûr, mais aussi sur l'engagement des bénéficiaires à ne pas reverser de dividendes pendant trois ans après le versement de l'aide de la Région. Sinon, pourquoi mobiliser des fonds publics quand les profits pourraient être réinvestis dans la structure plutôt que d'aller enrichir les actionnaires ?!

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)

COMMISSION EXTRA-REGIONALE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

PAR GILLES RAVACHE,



Cette délibération s'inscrit dans la volonté de la région de créer une agence de lutte contre les discriminations.

L'enjeu de cette agence est de permettre aux différents acteurs associations, mais aussi entreprises, fonction publique, citoyens un lieu ressource.

Cette agence pourrait être un espace de formation, de ressource sur les discriminations à la lecture de l'ensemble des critères ou plus particulièrement d'un seul.

Les discriminations contredisent les valeurs fondatrices de notre République, la Liberté et l'Egalité qui assurent l'autonomie d'individus libres et égaux en droits ; et bien entendu la fraternité qui reconnaît l'autre comme un semblable. La longue histoire de la conquête de ces fondements de notre « vivre ensemble » n'est certainement pas achevée.

Ces valeurs fondatrices sont une construction humaine se sont construites elles, elles ont été élaborées sans références à quelque texte supérieur

que ce soit. Elles ont conduits à la conception laïque de la République. La laïcité c'est justement l'élaboration collective, commune des fondements de notre vivre ensemble. La construction laïque c'est donc simultanément le bien commun de l'ensemble de celles et ceux qui vivent ici et la garantie que nous assurons à chacun de pouvoir vivre ses choix personnels librement.

Ainsi donc l'atteinte à la liberté d'un d'entre nous est une atteinte à tous.

Construction humaine ces grandes valeurs en acquièrent une dimension universelle. Et parce qu'elles sont le fait de l'histoire humaine rien n'est jamais définitivement acquis.

La reconnaissance de l'égalité des droits de chaque citoyenne ou citoyen oblige l'Etat à agir constamment pour en assurer l'exercice. Il est donc de la responsabilité de notre collectivité, Rhône Alpes la citoyenne, d'être vigilante et participer au combat de la lutte contre les discriminations.

C'est d'autant plus nécessaire que nous connaissons une répétition d'atteintes aux libertés et une aggravation des inégalités dans notre société qui les unes comme les autres conduisent à la crise que nous vivons. Crise qui voit s'étendre le poison des idées racistes, xénophobes, de rejet de l'autre, comme nous l'avons connu toujours en période de crise sociale.

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)

POUR UN SERVICE CIVIQUE DE QUALITE EN RHONE-ALPES

PAR CORINNE MOREL-DARLEUX,



Notre collectivité souhaite s'engager aujourd'hui en faveur du Service Civique. Fort bien.

S'engager dans ce sens c'est exprimer notre ambition, portée avec l'ensemble des acteurs, de renforcer la cohésion nationale, la mixité sociale et d'offrir aux jeunes rhônalpins la possibilité de s'engager et d'exercer leur citoyenneté en agissant pour les autres, au nom de l'intérêt général.

C'est ça, l'esprit du Service Civique et nous y souscrivons pleinement.

Nous souscrivons également à la proposition qui nous est faite dans cette délibération d'attribuer des moyens supplémentaires aux jeunes concernés, en

mobilisant des dispositifs de la Région : carte M'RA, tarification TER Illico Solidaire, ou appui à la formation, pour contrebalancer la faiblesse de l'indemnité prévue par le dispositif gouvernemental. Ces « plus » de la Région contribueront à la reconnaissance, à la valorisation du statut de volontaire, favorisant ainsi l'engagement des jeunes. Très bien.

Toujours d'accord, sur le fait que la Région mette en place un comité de suivi. Celui ci peut être un outil pertinent pour garantir concrètement la qualité du dispositif régional. Encore faudra-t-il qu'il se donne les moyens de son ambition, tout particulièrement sur la nature des missions confiées aux volontaires, mais aussi sur les publics prioritaires qu'il s'agira de soutenir dans la démarche.

A tout cela, nous serons particulièrement attentifs car ces éléments sont les véritables garants de l'esprit du Service Civique.

[...] pour lire la suite, [cliquez ici](#)

A venir

Commissions permanentes
Jeudi 19 mai et Vendredi 20 mai

Assemblée plénière
Jeudi 26 mai et vendredi 27 mai

Ordre du jour prévisionnel:
(sous réserve de modifications)
SEM énergie
TER
Tourisme social
Carte M'Ra

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

8H45
ACCUEIL – PETIT DÉJEUNER
9H15
MOT D'ACCUEIL DU MAIRE DE NEUVILLE/TRÉVOUX
9H30 PRÉSENTATION DE LA JOURNÉE
10H RÉPARTITION DES PARTICIPANTS EN TROIS ATELIERS
12H
REPAS SUR PLACE
13H30
COURTES SYNTHÈSES
DES 3 ATELIERS
14H
DÉBAT GÉNÉRAL
15H45
CONCLUSION
16H
FIN DES TRAVAUX

Journée d'échanges et de propositions



EVOLUTION DES T.E.R EN RHONE-ALPES: 2010-2014

Comment mieux répondre aux attentes et aux besoins des usagers

Samedi 14 mai 2011 – 9H/16H

Salle CAMPANT (Espace Jean VILAR)

Place Général de GAULLE

69250 – NEUVILLE SUR SAONE

En partenariat avec le CIDEFE 26

Centre d'Information, de Documentation,
d'Etude et de Formation des Elus.

Et la section PCF de NEUVILLE

Retrouvez plus de détails [en cliquant ici](#)

Pour vous inscrire : Adressez votre nom, prénom, adresse et courriel, participation aux ateliers et au repas ou non à :

1. Conseil Régional Rhône-Alpes - Groupe Front de Gauche - 78 route de Paris 69260 Charbonnières les Bains
2. Par Fax au 04.72.59.44.67 / Tel : 04.72.59.52.08
3. Par Courriel à fdg@rhonealpes.fr